
BURUNDI-ARUSHA

TUTSI-HUTU / G7-G8

« DEUX PEUPLES, UNE NATION »

CONFERENCE-DEBAT
19 Juin 1999

PR Yochanan BWEJERI
EXPERT AUX NEGOCIATIONS D'ARUSHA

EN MARGE DE LA CONFERENCE : les participants auront l'occasion exceptionnelle de feuilleter, en primeur, le premier volume de la série tant attendue : Les Enfants de l'Arche, qui vient de sortir aux Editions <Guihon Books>. Comme on le sait déjà, le troisième tome de cette série consacrée aux <Hébreux d'Afrique> porte sur Les Batutsi et été écrit par le Conférencier du jour ; malheureusement, il ne peut être consulté avant la fin des négociations d'Arusha, ceci pour ne pas créer des interférences avec le processus politique en cours.

LIEU : Louvain-Hôtel de Lauzelle

DATE : Samedi, 19 juin 1999 à 14 h

PRESENTATION DU CONFERENCIER

Le Pr Yochanan BWEJERI est devenu, depuis la crise d' octobre 1993 une figure exemplaire de la pensée visionnaire et de l' engagement à retrouver les « chemins oubliés» de son peuple, les **Juifs Batutsi** de Havila. Au détour des pérégrinations et d' interminables transhumances aux quatre coins du Royaume ancestral Juif de Kush le peuple tutsi s' est, en effet, retrouvé fragmenté et réduit en îlots politiques et culturels, qui ne se reconnaissent plus de place assurée sur la ligne du temps et encore moins dans l' espace, désormais occupé par des contemporains agressifs, expansifs et conquérants.

Au lendemain de la catastrophe nationale que fut la *Shoah Tutsi*, il fonde l' organisation ARPAC (Action Pour la Restauration de la Paix Civile), qui se fait remarquer par des analyses pointilleuses de la situation politique et sécuritaire tutsi.

Depuis quatre ans, ce penseur infatigable ne cesse de nourrir et susciter un débat intellectuel décisif sur le devenir du Burundi et de la Région, à travers des Conférences et Séminaires que son mouvement anime. Il organise ces événements en collaboration avec des personnalités du monde politique et universitaire et des organisations éparpillées un peu partout dans le monde.

Amené par les nécessités historiques à approfondir la connaissance de l' identité de son peuple, Yochanan Bwejeri a entrepris des recherches ardues qui ont abouti à la rédaction d' un livre fondateur sur les **BATUTSI**, qui contient une vision totalement novatrice de l' histoire de son peuple, et de sa Région d' origine, sous la désignation biblique de « **Havila** ». Pour la première fois depuis des millénaires, un livre d' origine Judéo-tutsi exhume les « **Douze Codes** » qui ont permis aux peuples hébraïques Batutsi de créer la matrice initiale d' une civilisation brillante qui s' est étendue *du Nil à l' Euphrate*, sur une aire qui allait des hauteurs du Golan au Limpopo, en passant par l' Egypte pharaonique et l' antique Ethiopie (Kush des textes pharaoniques). C' est cette histoire oubliée jusqu' ici que Yochanan BWEJERI et les éminents auteurs de la collection <Les Enfants de L' Arche> sont en train de reconstituer patiemment.

Le premier tome de cette série sera mis à la disposition des participants à la Conférence du Samedi.

NOTE DE POST-FACE. 10 ANS APRES : Fév. 2009

Le volume contenant la théorie « *Deux Peuples, Une nation* » fut déposé auprès de la Facilitation Nyerere en Novembre 1998. Le Père de cette théorie ad hoc, le Pr. Yochanan Bwejeri, alors en exil en Belgique, a participé aux Négociations d' Arusha en tant qu' Expert du parti Parena, de Juin 1998 à Septembre 1999. Il avait averti, dès le début de sa construction doctrinale *sui generis*, que sa théorie n' avait de valeur qu' au sein du forum d' Arusha. En dehors de cette arène diplomatique, la théorie perdait toute pertinence, comme ces valises de haute sécurité chez les transporteurs de fonds, régies par un code de sécurité capable de réduire, à tout moment à l' état de vulgaire papier les billets qu' elles contiennent, lorsqu' un intrus s' en empare de force.

Depuis 14 ans maintenant, la théorie des « Deux Peuples, Une Nation » a cédé la place à son substratum hébraïque, qui était développé au sein des Centres de Havila, les laborieux *Merkazim*. Là, le *levier théologique* a pris la relève du *levier politico-militaire*.

Il faut savoir que la théorie en question fut le fer de lance de la stratégie politique du parti PARENA, de loin la plus grande formation tutsi aux négociations, pratiquement jusqu'à la signature des Accords de l' ANAC [Alliance Nationale pour le Changement], en Décembre 1999. Le Pr. Bwejeri n' étant plus partie aux négociations depuis Octobre 1999 (« pour des raisons indépendantes de sa volonté », comme on dit), la théorie fut progressivement abandonnée. Elle avait cependant produit les fruits escomptés au niveau des **fondements juridiques ultimes**, c' est-à-dire **constitutionnels**. Ayant dominé les négociations, sans interruption, de Novembre 1998 à Octobre 1999, la théorie est notamment à la base des dispositifs constitutionnels postérieurs, traduits par les deux composantes appelées « Hutu » et « Tutsi », sans qu' il fut possible de décider si c' était des *tribus*, des *ethnies*, des *nations* ou des *peuples*, et pour cause. Le Pr. Bwejeri ayant subi les lois de l' obstruction, il n' était plus la pour délivrer les clés indispensables pour le décryptage du « Manifeste » de Novembre 1998. Autant l' irruption de la théorie changea les termes des négociations tels que projetées à partir de Rome, autant son abandon ouvrit la voie à la situation actuelle qui a fait triompher *l' unilatéralisme hutu dans les institutions de l' antique pays des Israelites Batutsi*, mais alors, sans nuance ni garde-fous d' aucune sorte. Devenue une composante politiquement inutile, au terme d' une cascade de

règles qui les mit totalement en déroute après l' abandon de la théorie, la nation Tutsi n' a plus d' autre choix que de se tourner patiemment vers la *troisième voie*, celle envisagée par le Pr Bwejeri, à savoir la *Renaissance Théologique*, dans la ligne tracée par le *Tanna, Yochanan Ben Zakkai*, le prestigieux successeur de Maître **Hillel**, juste avant la Destruction du Temple de Jérusalem [70 EC]. Toute tentative de réactiver les schémas de la théorie « *Deux Peuples, Une Nation* », dans le nouveau contexte politique du Burundi s' avèrera toujours un exercice périlleux à proscrire de manière énergique. Un groupe d' activistes attardés essaie depuis quelques années de copier maladroitement la théorie, s' exposant chaque fois à des déconvenues grotesques, et exposant ses rares partisans, généralement non-avertis, des moqueries dont ils se passeraient volontiers. Mais ça c' est une autre histoire...

Evoquant les raisons de l' abandon de la théorie des « *Deux Peuples, Une Nation* » par son parti qui l' avait pourtant endossée avec les succès que l' on connaît, l' ancien Président Jean-Baptiste Bagaza confiait au Pr Bwejeri, lors de leur rencontre exceptionnelle de 2007 : « *Tu sais, mon ami, mon problème avec toi, c' est que tu es en avance de 3 mille ans sur les politiciens tutsi les plus visionnaires. C' est pour cela que les meilleurs d' entre eux, y compris moi-même, nous ne comprenions pas bien ta logique à Arusha. Aujourd' hui nous voyons parfaitement que tu avais raison. Mais il est trop tard pour faire marche-arrière. On ne fait jamais marche-arrière en politique. De ce fait, il est inutile de te demander encore de nous suggérer ce que nous pourrions faire maintenant, puisque nous sommes certains que tu es en avance de 3 mille ans encore sur nos projections les plus novatrices. Le paradoxe est que 3 mille ans pour toi semblent parfaitement gérables, ce qu' un bon acteur politique classique se garderait bien d' envisager*».

A la même période, le Président BAGAZA me rappelait qu' il ne se privait pas de revenir de temps à autre sur les enseignements importants du « Talmud » qui pouvaient éclairer les temps présents.

A la lecture de ce texte d' introduction au débat de Juin 1999, il sera de la plus haute importance de replacer les positions dans leur contexte, et de se rappeler que ceux qui dirigent le Burundi aujourd' hui n' étaient pas de la partie, ce qui explique beaucoup de choses, à savoir notamment que **lesdites négociations d' Arusha ne se passaient pas vraiment à Arusha.**

PREAMBULE

Honorables invités,
Mesdames, Messieurs,

Cela fait exactement une année, jour pour jour, que se sont ouvertes, à Arusha, les Négociations globales sur le Burundi, qui impliquent toutes les forces politiques, 'armées et non armées', comme on a l'habitude de dire. C'est, en effet, en date du 15 juin 1998 que Mwalimu Julius Nyerere procédait à l'ouverture officielle des négociations, devant tous les chefs d'Etat de la Région. Cette fois-là, même le Major Buyoya avait « daigné » faire le déplacement. Nous disons bien '*daigné faire le déplacement*', parce que depuis tout l'été 97, il se faisait supplier de se rendre à Arusha, conformément aux termes de la fameuse lettre d'octobre 96 adressée au Mwalimu.

Entretemps, comme on le sait, il y avait eu les négociations clandestines de San Egidio, qui s'étaient soldées par un énorme fiasco, créant de faux espoirs au CNDD, des frustrations compréhensibles à Rome et discréditant définitivement le Gouvernement du Major Buyoya. Il faut sans doute rappeler régulièrement cette conjoncture dramatique, **afin que les générations à venir n'oublient pas**, et ne soient condamnées, selon la juste prédiction de **Santayana**, à répéter les travers de l'histoire, faute d'avoir retenu ses leçons : « *Those who don't learn the lessons of history are condemned to repeat it* ». On se rappelle, en effet, que San Egidio était intervenu dans la foulée des **<scandales des mines anti-chars>**, un montage criminel du gouvernement qui était censé lui fournir le prétexte de baillonner puis d'éliminer le seul parti qui faisait paniquer le Major Buyoya, à savoir le Parena et son Président Jean-Baptiste Bagaza. Une fois ce plan machiavélique réalisé, l'homme du 3 septembre était certain qu'il pouvait faire du pays et de ses dociles habitants n'importe quoi avec n'importe qui, sans crainte de sanctions majeures de la part de personne. Les mines anti-chars sont donc placées aux quatre coins de la Capitale, de préférence dans les quartiers constitués territoires du Parena ; elles font des victimes innocentes parmi les militants et parmi les paisibles citoyens. Le pouvoir accuse immédiatement le Parena ; le Président Bagaza est mis en état d'arrestation ; ses proches collaborateurs sont mis sous les verrous ou tout simplement déportés et assassinés ; le Parena entre alors dans la clandestinité. La mise en quarantaine du Parena coïncide avec le retour du Frodebu dans les arènes du pouvoir. Les négociations de San Egidio peuvent commencer.

Quand le Président du Parena se retrouve hors de portée des cerbères du régime, dans les conditions surréalistes qu'on sait (ou qu'on ne sait pas), le parti pouvait sortir des catacombes et retrouver l'aplomb de la résistance, dans un environnement hostile et dangereux, mais avec la certitude que son Leadership était intact. Désormais, le Major Buyoya n'était plus certain de pouvoir organiser

un bradage discrétionnaire de la nation ; il savait que les patriotes veillaient et qu'ils seraient présents partout où le Gouvernement irait procéder à la vente aux enchères du pays et de ses peuples.

C'est la raison majeure qui a dicté tous les échappatoires auxquels on a assisté, où un personnage qui avait lui-même demandé la médiation du Mwalimu se retrouvait en train d'insulter et de diaboliser son <médiateur préféré>, de lui trouver, tout d'un coup, des attitudes partisans incompatibles avec son statut, comme si le Major avait ignoré, en acceptant Nyerere, quelques mois avant, que le Palipehutu opérait à partir du territoire tanzanien depuis sa création, ou que le Frodebu était l'enfant chéri des autorités tanzaniennes depuis le 25 juillet 1996 et bien avant. Le Major était pourtant le grand timonier du Burundi lors des attaques de Ntega-Marangara, en 1988 et lors des attaques sur Mabanda en 1990.

Non! L'attitude du Major Buyoya tenait à tout autre chose ; il avait surtout peur de se retrouver face à face avec les forces politiques patriotiques, qui lui demanderaient un certain nombre de clarifications. Avec notre présence à Arusha, il ne pouvait plus continuer à tromper le monde comme il l'avait fait depuis 10 ans, en brandissant un simulacre d'unité nationale qui n'avait pas empêché le coup d'Etat de 93 et le génocide contre les Batutsi. La solution devait être pour lui de refuser tout lieu de négociation où nous étions susceptibles de nous rendre. Son refus opiniâtre a eu pour conséquence une totale incompréhension entre le Gouvernement du Burundi et les Chefs d'Etat de la Région, ce qui a prolongé la situation d'embargo au-delà de sa raison d'être initiale.

En ce qui nous concerne, nous avons toujours estimé que si un embargo n'atteint pas ses résultats politiques au grand maximum en trois mois, il n'a plus de raison d'être ; au-delà de ce délai, l'embargo crée une situation de mafia économique et de mensonge politique dont le régime en place est le seul à tirer profit. Le Major Buyoya l'avait vite compris. Il avait réussi à mettre en place un système de contournement systématique de l'embargo qui pouvait assurer à la nomenklatura sa survie politique, tout en arborant à l'extérieur une mine de victime qui lui attirait des sympathies inattendues. Les vices du régime et ses incapacités structurelles étaient dès lors mis sur le compte de l'embargo.

Ce dernier aspect retrouve aujourd'hui toute sa justesse. Cela fait maintenant 6 mois que l'embargo a été levé, et le pays ne s'est jamais aussi mal porté économiquement. Il manque cruellement un bouc émissaire à qui le Major ferait endosser la responsabilité des échecs qu'il accumule depuis 1987, et qui ont créé les catastrophes que l'on connaît.

Finalement, ne voyant plus d'issue à son isolement dramatique dans la Région et dans le monde, le Major Buyoya devait se résoudre à faire le 'chemin de

Canossa' (c'est-à-dire, le lieu où l'on signe la capitulation). Cette capitulation qu'il avait programmé de signer secrètement devant Nyangoma, il devait maintenant se résoudre à la signer publiquement en présence des patriotes, à Arusha. Le Forum d'Arusha pouvait donc commencer. Depuis lors, près d'une dizaine de sessions se sont tenues.

Jusqu'à présent, les consultations, les déclarations et les débats qui ont eu lieu jusqu'à présent, au forum d'ARUSHA, ont montré que l'enjeu essentiel des négociations se situe à deux niveaux : les enjeux de l'immédiat et les enjeux de l'avenir, autrement dit, les enjeux de court terme et les enjeux de long terme.

-Dans l'immédiat, chacun a compris qu'il y avait un enjeu de taille, qui réside dans l'organisation d'une transition légale, en lieu et place du système mafieux instauré par un petit club de prédateurs sans scrupules.

-Pour préparer l'avenir, l'idée généralement mise en avant reste de définir les mécanismes politiques qui régiront les institutions définitives du Burundi, eu égard à la nature profonde du conflit burundais, et à l'histoire aussi bien ancienne que récente de ce pays.

Je n'ai pas l'intention de m'étendre outre mesure sur les différentes péripéties dont Arusha a été le théâtre, crocs-en-jambe, prises de becs, retournements de situations, accrochages de couloirs, guerres des ondes, nous aurons sans doute l'occasion de rencontrer votre curiosité à travers les discussions et les débats qui prendront place après mon introduction.

La première question que chacun de vous se pose est peut-être de savoir pourquoi Nous, nous décidons subitement de parler aujourd'hui. Beaucoup de ceux qui ont lu notre invitation sur 'Internet' ou sur nos affiches m'ont appelé, à la fois pour exprimer leur satisfaction à l'endroit de cette initiative de prise de parole, mais, en même temps pour nous demander pourquoi nous n'avons pas voulu parler plus tôt, alors qu'un grand nombre de personnes attendaient une information tant soit peu exhaustive, que personne ni les médias, ni les parties aux négociations ne semblaient vouloir leur livrer.

Nous donnons à notre silence prolongé trois explications :

1ère raison : **Déontologique**. Les contraintes de la fameuse clause du règlement général des négociations promulgué dès le mois d'Août 98, qui recommande aux parties en négociations de faire preuve de réserves et surtout de s'abstenir de déclarations susceptibles de compromettre le cours des pourparlers.

2ème raison : **Conjoncturelle**. Pendant longtemps, il faut avouer qu'il n'y avait rien à dire. En effet, jusqu'au moment où le Gouvernement de Bujumbura a

officiellement donné tous les gages de sa bonne volonté à ne plus mettre des entraves aux négociations, c'est-à-dire, en mars 1999, les négociations étaient susceptibles de s'arrêter à n'importe quel moment.

3ème raison : **Stratégique**. La délégation dont je fais partie devait d'abord se donner le temps de prospecter ce nouveau terrain d'intervention, car le moins qu'on puisse dire est qu'Arusha constitue un champ de bataille (politique s'entend) extrêmement complexe. Les premières sessions ont donc servi à jauger les forces en présence, à identifier celles qui pourraient être nos alliés (ponctuels, ou durables) et celles qui seraient nos adversaires (également ponctuels ou permanents), et enfin, il fallait parvenir à circonscrire nos ennemis, à en mesurer la force politique et diplomatique et à mettre en place nous-mêmes notre système de défense et d'attaque, que nous pourrions déclencher le moment venu.

Voilà, en gros les raisons qui ont dicté notre silence pendant cette longue année qui vient de s'écouler. Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'occuper à nouveau l'espace médiatique, parce que les trois raisons ci-dessus énoncées n'ont plus de raison d'être. Les deux premières, à savoir la raison déontologique et la raison conjoncturelle se sont estompées. La troisième a pu recevoir une réponse satisfaisante, puisque notre délégation est aujourd'hui en pleine possession de ses moyens, à la fois d'attaque et de défense politique et diplomatique, sur le terrain de combat qu'est Arusha.

Le constat général est que le pouvoir de Bujumbura a essayé de tirer un profit malhonnête de notre devoir de réserve et qu'il en a profité pour orchestrer une campagne de désinformation, voire d'intoxication, qui cache, en réalité très mal son impuissance structurelle à se dégager de l'étau d'Arusha. La première intox venant du Gouvernement a été le fameux **Partenariat** dit d'abord 'intérieur', devenu peu à peu 'inclusif' avec le constat qu'Arusha est incontournable, mais qui vient d'éclater avec la formation de l'axe G7-G8. Aujourd'hui, le camp BUYOYA parle plutôt de « Plan de stabilisation », un nouveau vocabulaire vide pour cacher le vide et la détresse laissés par l'éclatement du PARTENARIAT. Nous attendons impatiemment le **prochain intox** et, croyez-nous, cette fois-ci, nous vous mettrons régulièrement au courant.

Venons-en à ce que nous avons annoncé comme problématique centrale de ce Samedi après-midi, à savoir le nouveau concept de négociation appelé <G7-G8>.

I. Genèse

L'institutionnalisation du <G7-G8> a eu lieu au cours de la récente session qui s'est tenue en mai 99.

G7 désigne le Groupe des sept formations Hutu présentes à Arusha (FRODEBU, PALIPEHUTU, CNDD, FROLINA, RPB, PL, PP) ;

G8 désigne le Groupe des 8 formations Tutsi présentes à Arusha (PARENA, PSD, PRP, ANADDE, INKINZO, AV-INTWARI, PIT, ABASSA).

L'UPRONA n'a pas pu s'identifier, signalant par là sa tragique ambiguïté, ainsi que sa déliquescence progressive, face aux nouveaux enjeux nationaux ; il s'est constitué G1, dans une tragique insignifiance.

Le Gouvernement et le Parlement, pris de court, se sont recroquevillés en un couple anémique appelé G2, montrant ainsi leur incapacité prochaine à peser sur le cours des négociations d'Arusha.

Cet événement <G7-G8> marque un tournant décisif dans le cours des négociations d'Arusha, mais aussi dans l'histoire du Burundi, voire de la Région. L'événement <G7-G8>, c'est en effet, la fin d'une certaine conception de ce que les spécialistes appellent **l'Etat jacobin** hérité des indépendances et subordonné au modèle de l'Etat-nation, dont la France s'est faite le porte-étendard depuis la révolution de 1789 (cf. analyse d'André **Fontaine**, le directeur du Journal Le Monde, dans son article «*Feux croisés sur l'Etat-Nation*» (in Le Monde, Mardi, 25 mars 1997 : «*La France n'a pas seulement inventé l'Etat-nation...Elle en est la quintessence*»). C'est aussi la fin d'un certain mythe de l'unité, ce grand mensonge auquel le pouvoir actuel s'accroche désespérément, et qui a manifesté sa faillite et toute son obsolescence dans l'anomie politique et la tragédie du génocide.

Aujourd'hui, on peut affirmer que le Burundi va espérer retrouver le chemin de la modernité politique par l'instauration de ce qu'on appelle les **identités plurielles** et le réapprentissage de la **véritable démocratie** qui a caractérisé sa longue histoire millénaire.

La récente réorganisation de la structure de négociation par le regroupement des formations n'est pas tombée comme un coup de foudre dans un ciel serein. Elle a été le fruit d'une longue préparation prise en charge par le Parena et articulée autour des idées forces contenues dans le Manifeste **<Deux Peuples, Une Nation>**.

Dès le début des négociations, le Parena a défendu, et continue à défendre, le projet d'une mise en place des Institutions de transition à base élargie, qui viendraient mettre fin à l'état de non-droit incarné par le Gouvernement actuel de Bujumbura. En Novembre 1998, nous avons soumis au forum d'Arusha le Manifeste qui porte désormais le nom de <Deux Peuples, une Nation>. De quoi

s'agit-il ?

Il s'agit d'abord de faire le constat de l'hétérogénéité politique devenu flagrante depuis l'arrivée au pouvoir du Major Buyoya. Le premier fait marquant à cet égard n'est pas, contrairement à ce qu'on a laissé croire, le coup d'Etat d'octobre 93, mais les massacres à caractère génocidaire qui ensanglantent le Nord du pays en Août 1988 et qui trouveront leur paroxysme cinq ans plus tard.

Il s'agit ensuite de faire le constat de la faillite de la fausse politique d'unité nationale que le major Buyoya a imposée à la nation, et qui n'a justement pas empêché le désastre de 1993.

Désormais il fallait clarifier, une fois pour toutes, le débat. Comme la question était posée prioritairement au sein de la Deuxième Commission « Démocratie, Bonne Gouvernance et Institutions de transition », la formulation de la thèse « Deux peuples, Une nation » devait revêtir une forme institutionnelle et se traduire par des propositions concrètes relatives aux institutions. La formulation finale fut la suivante :

DU GOUVERNEMENT ET DU PARLEMENT DE TRANSITION.

Un Gouvernement de transition à base élargie doit être formé à ARUSHA.

2. Un certain nombre de dispositions préalables s'imposent en vue de faciliter la formation de ce Gouvernement de transition, notamment :

* Un regroupement des formations politiques selon leur importance réelle, leur sensibilité idéologique dans les enjeux actuels.

** Une remise en ordre des mandats et des représentations au sein des formations où subsistent des contestations et des dissidences, réelles ou supposées.

*** Une abstention totale de la délégation Gouvernementale, parlementaire et des observateurs de toutes provenances, pendant les Consultations pour la formation du Gouvernement et du Parlement de transition.

B. MANDAT ET MISSIONS DES INSTITUTIONS DE TRANSITION

Le Mandat du Gouvernement et du Parlement de Transition serait de cinq ans. Les missions des Institutions de Transition seront consignées dans un Protocole d'Accords politiques qui comprendrait 5 volets :

Protocole 1 : Gouvernement d'Union Nationale à base élargie

Protocole 2 : Parlement d'union Nationale à base élargie

Protocole 3 : Etats Généraux (ou Conférence Nationale politique) qui tiendraient leurs assises au Burundi durant la Transition, en vue d'approfondir toutes les grandes questions soulevées à ARUSHA, mais auxquelles on ne peut trouver des solutions immédiates pour diverses raisons (manque de temps, manque de moyens, impossibilité pratique d'impliquer des acteurs intérieurs divers...)

Protocole 4 : Dispositifs et mécanismes transitoires de sécurité pour les personnalités sensibles désignées à ARUSHA.

Protocole 5: Protocole sur l'Etat de Droit

C.FORME CONSTITUTIONNELLE.

CADRE LIMINAIRE

Jusqu'en mars 1999, les discussions se faisaient dans l'hypothèse de négociations dites globales. En dépit des protestations de nombreuses délégations qui avaient plaidé pour un regroupement des sensibilités ou des peuples, l'objectif avait été maintenu sur l'idée de négociations globales, ce qui était une première dans la coutume des relations internationales. Il nous fallait donc insister encore une fois sur les propositions du Parena à cet égard. Mais d'abord signaler l'immensité de la tâche.

Or, Modéliser les grandes armatures d'une Constitution définitive pour le Burundi suppose une idée claire des paramètres politiques en action avant, pendant et après la crise actuelle. La construction des principes de Gouvernance durable pour le Burundi doit tenir compte de cette évolution dramatique, des fractures sociales et idéologiques qu'elle a impliquées et proposer des solutions fonctionnelles, réalistes, applicables dans le Burundi d'aujourd'hui.

A la suite d'un problème de leadership que le Parena avait eu l'occasion de décrire à plusieurs reprises, les Burundais se sont engagés dans une logique de confrontation interne que d'aucuns ont qualifiée de <conflit ethnique>. Alors qu'il avait été montré, par le passé, qu'un bon leadership était à même de réguler les contradictions de la société post-coloniale au Burundi, il s'avère aujourd'hui que la pratique prolongée d'une politique ethniste a fortement cristallisé les

conflits et a abouti à des crimes de sang impunis qui rendent impossible la **cohabitation spontanée, sur le mode ancestral.**

Le problème majeur est devenu donc un problème historique de cohabitation physique et politique, qui a mis au grand jour l'inadéquation des structures politiques traditionnelles.

Pour le Parena, les composantes sociologiques du Burundi, politiquement pertinentes, c'est-à-dire politiquement organisées sont les **BATUTSI** et les **BAHUTU**.

Le conflit politique qui les oppose traduit, au-delà des manifestations primaires marquées par la criminalité et le génocide, un refus du système traditionnel de la Représentativité politique où était postulé une certaine homogénéité de la Communauté politique nationale ; ce qui est affirmé par ce conflit, c'est une revendication de l'hétérogénéité politique, notamment par l'introduction de la **variable autonomiste** dans la réorganisation des pouvoirs et des mandats. Les spécialistes et les politologues du Parena ont pu modéliser cette crise grâce à des théories modernes de l'Etat, notamment celle de François **Bourricaud** et de Georges **Burdeau**. Ils ont emprunté au premier sa conception de la « *solution autonomiste* » qui est le dernier recours lorsque des groupes 'allogènes' se constituent au sein de l'Etat unitaire (Cf. Esquisse d'une Théorie de l'autorité, 1961). Ils ont emprunté au second sa vision encyclopédique de l'idée de <nation> (cf. Traité sur L'Etat, 1967).

La crise burundaise est donc profonde parce qu'elle remet en question les postulats qui avaient jusqu'aujourd'hui sous-tendu l'organisation de l'Etat post-colonial. A un Etat historique structuré autour du principe de l'identité commune entre des citoyens se reconnaissant un passé commun, des souffrances communes, telle que le définissait Ernest RENAN sous le vocable de 'Nation', il faudra sans doute substituer un Etat rationnel résultant d'un Contrat, c'est-à-dire l'Etat du Contrat social de Rousseau.

Nous disons ainsi que l'enjeu d'ARUSHA devrait dès lors consister à équilibrer ces deux exigences, c'est-à-dire, affirmer, en même temps et sous le même rapport, une identité nationale et territoriale indivise ; réguler ensuite la représentativité politique, de manière à satisfaire les revendications d'autonomie et de légitimité intra-communautaires, dans un contexte supra-national (Fédéraliste vs Séparatiste) qui s'affirme lui-même, de plus en plus, comme une donnée politique cruciale pour les peuples de la Région. Compte tenu de ces indications, le Parena proposait que la Constitution définitive du Burundi soit construite dans le respect des 3 principes suivants :

- 1. Le principe d'identité Nationale**
- 2. Le principe de Double autonomie**

3. Le principe de citoyenneté transnationale.

Il est nécessaire de commenter brièvement ces trois principes constitutionnels.

1. LE PRINCIPE D'IDENTITE NATIONALE

C'est dans ce principe que devait prendre corps la thèse de **<Deux peuples, une nation>**.

Le principe d'identité nationale affirme la permanence de la Nation Burundaise ; le Burundi doit donc rester un Etat unitaire. La présence historique de 2 peuples sur le même territoire, avec une logique d'établissement non discriminatoire, doit être réaffirmée, encouragée et protégée par la Constitution.

Ceci implique que la théorie qui consisterait à attribuer un territoire séparé à un des deux peuples, à l'exclusion de l'autre doit être refusée, en dehors des exceptions liées à des micro-contextes de guerre civile.

Le Burundi doit donc être affirmé comme la propriété indivise et commune des peuples qui l'habitent.

2. LE PRINCIPE DE DOUBLE AUTONOMIE

Du principe de **<Deux Peuples, Une Nation>** qui précède, il faudra inférer le principe de la **Double autonomie** qui doit régler l'activité politique. Les Bahutu et les Batutsi doivent cesser de s'appeler des **<ethnies>**, pour s'appeler désormais des **peuples**, à part entière. Le concept de **<peuple>** doit désormais entrer dans le domaine de l'invariance et de l'univocité politique. **La Constitution** va donc affirmer que **les BATUTSI constituent un peuple** à part entière, doté d'une autonomie politique telle que la légitimité et la négociation des formes de majorité devront se constituer en son sein ; la Constitution devra affirmer réciproquement qu'il en sera de même du Peuple des BAHUTU (*sous réserve d'auto-reconnaissance, par ces derniers qu'ils constituent effectivement un peuple : on ne peut, en effet, obliger les Bahutu à être un peuple, s'ils ne le souhaitent pas ou ne se reconnaissent pas cette qualité*).

*) Implications du Principe d'Autonomie

Le principe d'autonomie va impliquer la fin des flottements conceptuels qui ont eu pour effet de paralyser la vie politique du Burundi. Les BAHUTU et les BATUTSI ne seront plus deux ethnies (terme dépourvu de pertinence théorique et politique), mais **deux peuples**. Ceci impliquera également la fin des spéculations statistiques sur la **Majorité Hutu** VS la **Minorité Tutsi**, ainsi que la fin des projections et calculs politiques consécutifs à cette confusion notionnelle sciemment entretenue.

Chaque Peuple sera, à cet égard, un absolu. Il constitue pour lui-même sa

propre référence. Il ne peut être comparé à un aucun autre, en termes de majorité ou de minorité. EX. : **le peuple français** ne peut pas être qualifié de majoritaire ou de minoritaire par rapport au **peuple allemand** ou **britannique**, ce serait une aberration conceptuelle ; il en sera désormais de même des BAHUTU et des BATUTSI ; le **peuple Wallon** n'est jamais dit minoritaire par rapport au **peuple flamand**, ce sont deux composantes absolues qui cohabitent dans un même Etat. Dans la pratique institutionnelle courante, la double autonomie signifiera que les majorités gouvernementales ou parlementaires devront se constituer au sein des BAHUTU et des BATUTSI, **séparément**.

Ceci impliquera également la fin d'un certain nombre de pratiques comme les élections présidentielles, qui seront réglées par consensus au niveau national, comme on l'observe par exemple ici en Belgique, où les citoyens vont aux urnes, chacun chez-lui, non pour choisir des dirigeants de l'exécutif, mais des mandataires aux instances Parlementaires.

Ceci impliquera enfin la détermination d'un certain nombre de domaines, qui relèveront de la compétence Communautaire (**Gouvernement locale**), par distinction à d'autres qui relèveront de la compétence nationale (**Gouvernement Fédéral**).

***) De la Vie politique**

La vie politique sera organisée selon des principes démocratiques et pluralistes ; elle sera contrôlée par les partis politiques organisés au sein de chaque communauté politique. Les BAHUTU s'organiseront en partis politiques entre eux, et les BATUTSI entre eux. Néanmoins, il devra être permis à des BATUTSI qui le veulent de demander l'adhésion à des formations politiques des BAHUTU et vice-versa.

***) De la Formation des Majorités**

La constitution des majorités politiques se fera sur le mode électoral, comme dans toutes les démocraties reconnues. Seulement, C'est au sein de chaque groupe humain, c'est-à-dire, au sein de chaque Peuple, que devront s'organiser le jeu de la représentation électorale. Les élections se feront sur le mode démocratique de type pluraliste, c'est-à-dire, au suffrage universel, à l'intérieur de chaque Communauté politique (**peuple**). Elles devront avoir pour objectif de désigner les dirigeants et représentants de la Communauté à tous les niveaux : local, communautaire, territorial, national, etc.

Nous devons signaler, à cet égard, qu'une fausse information a été répandue selon laquelle le regroupement des formations en négociations s'était effectué en mettant d'un côté les partis qui soutenaient le système de suffrage majoritaire

<1 homme 1 voix> et de l'autre les partis qui étaient opposés à ce système. Le Parena ne se reconnaît pas du tout dans cette opposition, dans la mesure où la théorie des <Deux Peuples, Une Nation> implique strictement l'application d'un système de scrutin majoritaire « 1 homme 1 voix », exactement comme dans toutes les démocraties modernes (Belgique, France, Canada, Suisse...). La nuance de modernité politique que le Parena introduit, c'est que chaque peuple doit voter chez-lui, au scrutin majoritaire, 1 homme 1 voix. Le Parena rejette toute exception démocratique pour le Burundi. Le Burundi ne doit pas être une exception dans le monde, ainsi que veulent l'instituer les formations frileuses qui veulent engager le pays dans des combines inutiles et suspectes (système proportionnel, traitements spéciaux pour ladite minorité Tutsi,...).

***) De la direction territoriale**

L'occupation du sol par les deux peuples étant ce qu'elle est, d'une part ; en vertu du principe de la propriété commune, d'autre part, la Constitution affirmera que toutes les entités territoriales seront gérées conjointement par des Représentants BAHUTU et BATUTSI, selon des modalités de désignation à préciser.

3. PRINCIPE DE CITOYENNETE TRANS-NATIONALE

Le Burundi doit s'ouvrir à la citoyenneté trans-nationale, qui s'appellera Sous-Région, ou Région, en vertu des accords qui pourront intervenir.

La réalité est que le Burundi ne peut plus s'organiser en dehors des phénomènes de regroupements qui se dessinent, non-seulement en Afrique, mais aussi dans le Monde.

La Constitution du Burundi devra affirmer et défendre ces possibilités d'ouverture, qui permettront sans doute de relativiser les éventuelles tensions qui pourraient survenir dans l'évolution ultérieure du Burundi.

Voilà donc le projet que le Parena a soumis à Arusha dès novembre 1998. Le principe d'un Gouvernement de transition à base élargie fut finalement rejeté, parce qu'il impliquait immédiatement le départ du Major Buyoya. **Les formations hutu** spéculaient sur une réforme préalable de l'armée et n'envisageaient aucun avenir politique avant l'exécution de cet **agenda militaire**. Le Parena disait par contre que toutes ces questions pouvaient être discutées après la formation d'un **Gouvernement d'Union nationale**, qui impliquerait d'abord le départ du Major BUYOYA, en tant qu'obstacle N°1 à la paix. Le Parena était pour **un Accord politique** comprenant un certain nombre de protocoles ; les partis hutu n'envisageaient d'Accords qu'à l'issue de ce qu'ils appelaient **les négociations globales, impliquant la rédaction d'une constitution**

définitive pour le Burundi.

Face à cet agenda dit 'global' réclamé à cor et à cri par les formations hutu, apparemment avides de pouvoir total et définitif, le Parena mit sur la table le principe de **<Deux Peuples, une Nation>**. Ce fut un véritable **séisme politique et diplomatique**. L'onde de choc de la théorie des **<Deux peuples, une nation>** va se faire sentir à partir de la session de janvier 1999. Ce n'est pas seulement le pouvoir de Bujumbura qui s'en trouva ébranlé dans ses fondements, mais également les assises même d'Arusha, qui furent comme prises dans une véritable tempête. Ceux des négociateurs qui avaient escompté reproduire la Convention de Gouvernement furent **décus et agressifs** ; ceux qui avaient escompté remporter la partie 'le poing levé' se montrèrent d'abord **sarcastiques**, puis franchement **nerveux**, et pour finir connurent des **états d'âmes** indescriptibles, passant de **l'euphorie** à **l'effondrement**, en passant par la **rancœur** et l'inévitable **agressivité**. Jusqu'au mois de mars, le forum d'Arusha répondait au modèle brownien, c'est-à-dire, à peu près comme dans une ruche où tout le monde court sans savoir où il va. Comment pouvait-il en être autrement ? Comme on avait écarté la proposition initiale du Parena d'effectuer un regroupement des 18 formations en deux ou trois tendances, on ne pouvait plus échapper au retour du balancier que devait être nécessairement la théorie des **<Deux Peuples, une nation>**.

Lors de la session de mars 1999, une petite lueur se fit jour. Frappés par la justesse de la thèse des **<Deux Peuples, Une Nation>**, le bureau de la deuxième Commission mit en place deux Sous-commissions qu'il appella **'Sous-Commission- I'** et **'Sous-Commission- II'**, c'était le 10 mars 1999. Pour la première fois, les participants eurent l'occasion d'observer l'intensité de la panique que créait la mise en application de notre thèse, à la fois dans les rangs des gouvernementaux, dans les rangs des observateurs pro-gouvernementaux et dans les rangs des partis conventionnalistes, en tête desquels le Frodebu.

De facto, le Gouvernement-BUYOYA se retrouvait isolé et disqualifié, ne bénéficiant plus de la coque du partenariat. Les partis dits tutsi se retrouvaient entre eux autour du Parena et les partis dits hutu se retrouvaient entre eux autour du Palipehutu et du Cnnd. Un instant, nous eûmes l'illusion que les vraies négociations allaient véritablement commencer. Il n'en fut rien. En date du 12 mars, le même bureau qui avait semblé percevoir le bien-fondé de la thèse annonça brutalement que lesdites commissions n'étaient que des commissions ponctuelles qu'il pouvait faire et défaire à sa guise. Après la panique, Buyoya avait utilisé ses quelques lobbies gagnés à sa cause pour casser cette nouvelle forme d'organisation des débats. La réplique fut cinglante. Presque à l'unanimité, les participants annoncèrent qu'ils considéraient ce revirement comme une trahison à l'égard de la logique d'Arusha, un retour au point de départ, et que plus personne ne voyait comment on sortirait des discussions à 18 formations, les

unes inexistantes, les autres éclatées, les autres entremêlées, dans un capharnaüm absolument indescriptible. Bref, il fut perceptible **qu'on était parti pour au moins trente ans de négociations** (comme en Irlande ; après tout ce n'était pas la première fois que cela arrivait dans l'histoire mondiale des conflits. Le message fut apparemment bien compris. La session de mars se termina dans la plus totale confusion.

II. EMERGENCE DU G7-G8

A. LE GROUPE DE MOSHI.

Durant l'intermède qui séparait Arusha IV de la session en Commissions de mai, la diplomatie gouvernementale, prise de court par la tentative de regroupement qui avait failli sonner le glas du Partenariat, entreprit un marathon désespéré et désordonné. Périple redondants dans les pays de l'Union Européenne, **Rencontres militaires en Afrique du Sud**,...L'idée est de convaincre les bailleurs de fonds que le Major reste l'homme de la situation, et que l'on peut lui avancer de l'argent soi-disant pour la « reconstruction ». C'est dans cette espérance qu'il mise sur la session de la **Commission IV**, qui se réunit à **Vienne**. Entretemps, les mouvements Hutu ont compris leur impréparation face à l'effet boumerang des **<Deux peuples, une nation>**. Peu avant la session de mai, ils se rencontrent discrètement à **Moshi**, en Tanzanie, autour du Médiateur. Le Major Buyoya est dans le coup ; il espère convaincre les groupes des Hutu réunis de lui apporter leur appui en tant que maître de la transition qui devrait sortir d'Arusha. On saura plus tard que les mouvements hutu réunis à Moshi avaient formé clandestinement **<Le GROUPE DE MOSHI>**. Buyoya, lui, confiant dans le travail de ses taupes infiltrées dans ledit <Groupe de Moshi>, se précipite chez Nyerere pour apprécier le résultat. Prudent comme toujours, il est porteur d'un nouveau projet secret à soumettre à Nyerere pour le convaincre de sa <bonne foi>. Instruit par l'expérience, Nyerere lui demande de mettre le projet par écrit, mais Buyoya partira sans se compromettre jusque-là. Car, il s'agit rien moins que de ce fameux plan de « **Démantèlement de l'Armée monoéthnique Tutsi** » qu'il avait conseillé à **NDADAYE de tenir secret**, mais que Ndadaye avait laissé filtrer au **sommet de l'île Maurice**. Buyoya dira plus tard, à la télévision nationale, qu'il avait supplié Ndadaye de ne rien souffler de ce plan, jusqu'à ce que soient remplies toutes les conditions de sa réalisation : **<Quand on veut réformer une armée comme celle des Tutsi du Burundi, on ne le dit pas, on le fait>**, avait dit un jour le Major. C'est ce passage à l'acte qu'il vint donc soumettre à Nyerere, oubliant lui-même les consignes qu'il avait prodiguées à son <poulain> Ndadaye. Mais, les meubles étaient saufs, il ne l'avait pas écrit, il pouvait donc le renier en cas de difficulté majeure. Il comptait en tout cas sur l'ancienne complicité qu'il

avait établie dans le temps avec le Mwalimu dans ce projet, et qui devait transparaître dans un volumineux rapport de l'ICG, rédigé peu avant le début des négociations. Il y était dit que Nyerere avait avoué avoir pris les sanctions drastiques contre Buyoya, non pour combattre le coup d'Etat de Juillet 1996, mais pour aider Buyoya à trouver des arguments forts pour contraindre l'Armée tutsi à négocier, et à se laisser réformer, *docile comme un agneau* (voir « Stratégie du Choc »)

C'est dans ce contexte que survient la fuite majeure qui a forcé Buyoya à assumer publiquement son fameux plan, qu'il s'est empressé de baptiser « **Plan de stabilisation de dix ans** ». La révélation de ce plan n'a pas été programmée par Buyoya, car, selon ses propres termes, **pour réformer une armée comme celle des Tutsi, Buyoya ne le dit jamais, il le fait sans le dire, ou en disant le contraire...** Fort heureusement, comme lors des négociations secrètes de San Egidio, un ange veille et sauve le pays de la catastrophe. L'information est parvenue aux médias par des chemins de traverse, et Buyoya ne savait plus s'il fallait nier ou assumer. Il a choisi d'assumer, et nous attendons la suite du <polar>. Toujours est-il qu'à Arusha, sa place est plus que jamais compromise, après la constitution de ce que les partis tutsi ont appelé le <**Groupe d'Arusha**>, devenu **G8**. BUYOYA devra notamment choisir de négocier son avenir politique au sein du peuple Hutu ou du peuple Tutsi, c'est-à-dire, au G7 ou G8 ; en dehors d'un choix clair de sa part, il sera bouté hors d'Arusha. Et hors de l'arène politique burundaise. Bien entendu, il en sera de même de l'Uprona.

B.LE GROUPE D'ARUSHA.

Lorsque la dernière session de Mai s'ouvrit, les formations « tutsi » apprirent que les formations Hutu s'étaient préalablement réunies à Moshi, autour du Mwalimu. La réplique fut immédiate. Elles décidèrent à leur tour de former un seul et même groupe, doté d'un porte-parole et d'une représentation unique. Cette fois-ci, il n'y eut aucune voix discordante, la démonstration de Moshi avait convaincu les plus réticents que la logique des <**Deux Peuples, une nation**> était devenue inévitable. Les formations hutu s'en trouvèrent confortées à leur tour. Sur base des dénombrements des formations respectives, il fut décidé que l'appellation officielle serait <**G7**> au lieu de Groupe de Moshi, et <**G8**> au lieu de Groupe d'Arusha. Les deux groupes furent reçus par le médiateur en tant que G7 et G8 ; ils furent reçus par les observateurs internationaux et les Représentations diplomatiques. Le regroupement demandé dès le début venait d'être institutionnalisé en tant que structure de base pour les négociations d'Arusha. Conséquence :

C. EXIT LE PARTENARIAT.

1. Le premier effet de l'institutionnalisation de l'axe de négociation G7-G8 fut la destruction des alliances conclues dans le cadre du Partenariat. Les formations hutu, embrigadées dans le Partenariat ont tous rejoint le G7 (FRODEBU-RPB-PL); les formations tutsi embrigadées dans le Partenariat ont tous rejoint le G8 (ANADDE-PSD-INKINZO-PIT-AV-INTWARI, ABASSA). Il n'y a donc plus de Partenariat à Bujumbura. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Major Buyoya a dû envisager son dernier baroud d'honneur, avec son fameux <**Plan de stabilisation de 10 ans**>. En termes d'institution, **il ne lui reste plus rien à montrer au monde**, en dehors de ce qu'il pourrait encore demander à ses 'patrons' [parce qu'il n'est pas le cerveau de ses stratégies, s'entend...] d'imaginer pour lui, *in extremis*. La partie qui se joue actuellement est donc cruciale. **Le temps et la mémoire courte**, qui ont toujours été les alliés du Major sont plus que jamais absents. Le temps manque cruellement et la mémoire s'allonge de plus en plus, notamment avec **la reconstitution de la longue histoire hébraïque et Juive des Batutsi** (programme *T'Chuvah*) et la nouvelle compréhension des mécanismes de **l'Inquisition** et de la **Shoah** dans les Grands-Lacs.

D. LA QUESTION DU JOUR : fin du début ou début de la fin ?

Une manière comme une autre de conclure cette présentation et d'introduire le débat : Il y a assurément fin de quelque chose, et début de quelque chose de différent et d'inédit, dans cette récente évolution des négociations d'Arusha. Fin de quoi ? Début de quoi ? Fin du début de quoi ? Début de la fin de quoi ? Voilà sans doute un beau programme de débat pour ce Samedi après-midi.

Depuis l'institutionnalisation du G7-G8, le Parena a le sentiment que les véritables négociations vont commencer. D'autres, comme le Gouvernement de Bujumbura continuent à faire croire aux gens que les négociations sont finies, et que Buyoya a reçu sur un plateau d'or sa **septième transition**, qu'il s'est empressé de baptiser <**Plan de stabilisation**>. Qui dit vrai, qui ment ? qui se trompe, qui bluffe ? Les échos qui nous parviennent après sa campagne de propagande gouvernementale au sein des Cadres de la République fait état d'un total rejet de ce plan suicidaire. C'est, en tout cas, sur cette interrogation adressée à chacun dans cette salle que Je termine mon exposé et que j'ouvre le débat.

JE VOUS REMERCIE !

Pr Yochanan Bwejeri

Expert aux Négociations d'Arusha

Négociateur « Spécial » au sein de la Commission-II

19 Juin 1999